

CE MONDE QUI BOUGE

In Aménas (suite),
manipulations,
Mali et «djahiliya»

Une chose est sûre. La guerre contre les djihadistes au Mali est une guerre sans images. Les journalistes ne sont autorisés à «couvrir» qu'après coup. Deux à trois jours, parfois quatre, s'écoulent avant que les envoyés spéciaux des médias français ne soient autorisés à se



Par Hassane Zerrouky

rendre sur les lieux de combat, par petits groupes escortés par des militaires maliens. De fait, hormis quelques journaux – *Le Monde*, *Marianne* et *l'Humanité* – ces mêmes médias, qui critiquaient la «guerre sans images» concernant la situation algérienne, et plus récemment la prise d'otages d'In Aménas, s'accommodent fort bien de cette autre guerre sans images, sans témoins, qui se déroule au Mali.

Plus frappant encore. Ces médias, qui soutiennent leur armée, paraissent découvrir la poudre. Les djihadistes ont commis des atrocités, écrivent-ils ! Ah bon ! Seulement au Mali ? Mais alors pourquoi portent-ils un regard différent dès lors qu'il s'agit de l'Algérie ? On y lit des choses surprenantes.

Par exemple que des enfants du Polisario figurent en nombre dans les rangs du Mujao ou de l'Aqmi. Admettons ! Mais alors on a envie de leur demander : «vite des noms» ! La thèse d'une implication des Sahraouis du Polisario dans le terrorisme djihadiste n'est pas nouvelle : au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le Maroc avait tenté, sans succès, de la vendre.

Et de temps à autre, elle est remise dans le circuit médiatico-politique. Mieux encore, pour corroborer leurs savantes analyses, certains magazines n'hésitent pas à convoquer les services occidentaux surtout quand il s'agit d'insinuer que les groupes islamistes sont infiltrés par le DRS algérien. Là également, on veut des faits documentés, des noms, pas des insinuations assénées avec tant de certitudes que les bras nous en tombent !

Pourtant, ce qui se passe aujourd'hui dans le monde arabe devrait permettre d'en finir avec cette vision policière de l'islamisme. On ne peut pas dans le cas algérien, affirmer qu'il est manipulé et dans les cas tunisien ou égyptien, voire syrien, le traiter politiquement, jusqu'à affirmer qu'il est soluble dans la démocratie et, partant, le distinguer de l'islamisme radical ! Alors qu'au fond, rien ne les distingue : tous deux visent l'établissement d'un Etat religieux fondé sur la Charia. Les Frères musulmans veulent y parvenir par la contrainte d'Etat une fois le pouvoir conquis, les salafistes, par la violence. Affirmer le contraire, continuer à opposer ces deux faces d'une même médaille, est une escroquerie intellectuelle !

Terminons par le Mali. Avant de quitter Tombouctou, la capitale culturelle, intellectuelle et spirituelle de l'Islam en Afrique aux XV^e et XVI^e siècles, les djihadistes de l'Aqmi et du Mujao auraient détruit par le feu des manuscrits d'une valeur historique inestimable datant de l'âge d'or de l'Islam et ce, après avoir détruit des mausolées de saints soufis sous prétexte que c'est «haram» ! L'Institut Ahmed Baba de Tombouctou, saccagé par ces barbares d'un autre âge, abritait entre 60 000 et 100 000 manuscrits islamiques, selon le ministère malien de la Culture. Juste avant, en Tunisie, le mausolée de Sidi Boussaïd avait été incendié. En Libye, plusieurs mausolées soufis ont également été détruits par les flammes.

Excepté de rares religieux maghrébins qui ont dénoncé ces actes, la plupart des oulémas, à commencer par ceux d'El Azhar, ont brillé par leur silence assourdissant. Pas un mot. Rien. Quant aux Etats arabes, si prompts à réagir quand un quelconque religieux catholique extrémiste s'en prend verbalement à l'Islam, ils font montre d'une pieuse absence de réaction quand ces «égérés» qui ne sont pas si «égérés» qu'on veut nous le faire croire, veulent réussir là où le colonialisme a échoué : faire table rase d'un passé prestigieux !

H. Z.

DAVID CAMERON À ALGER, 15 JOURS
APRÈS L'ATTAQUE D'IN AMÉNASVers une coopération sécuritaire
algéro-britannique accrue

L'attaque terroriste d'il y a une dizaine de jours à In Aménas a précipité un déplacement du Premier ministre britannique, David Cameron. Ce dernier est arrivé hier soir à Alger pour discuter d'un partenariat avec l'Algérie pour lutter contre le terrorisme.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Passé la colère des premiers moments qui ont suivi la prise d'otages au site gazier de Tiguentourine, David Cameron se démène pour non seulement maintenir la relation algéro-britannique à un niveau appréciable mais aussi pour la booster vers un mieux, notamment en matière de lutte contre le terrorisme que les Anglais appréhendent comme une sérieuse menace.

Depuis Londres, le porte-parole de David Cameron a confirmé hier que le Premier ministre britannique était venu à Alger pour établir un partenariat avec l'Algérie afin de lutter contre le terrorisme. David Cameron, qui séjournera dans la capitale algérienne mercredi et jeudi, aura des entretiens avec son homologue Abdelmalek Sellal ainsi qu'avec le chef de l'Etat Abdelaziz Bouteflika.

Des entretiens au cours desquels, a spécifié son porte-parole, David Cameron évoquera la manière de renforcer les relations bilatérales. «Les discussions devraient se concentrer sur le renforcement de la coopération en matière de sécurité et voir comment nous pouvons travailler à un partenariat avec les Algériens afin



Photo : DR.

d'apporter une réponse ferme, patiente et intelligente pour faire face à la menace terroriste», a-t-elle souligné.

Faisant suite à son discours devant la Chambre britannique (Parlement), la visite de Cameron traduit la volonté de la Grande-Bretagne d'impulser une réplique internationale au terrorisme.

Devant les parlementaires, David Cameron avait souligné, rappelons-le, que «cette menace en constante évolution exige une réplique internationale» et qu'il faut qu'elle soit tout à la fois très ferme, intelligente, patiente et qu'elle s'appuie sur de solides partenariats internationaux.

David Cameron avait également affirmé que «tout d'abord, nous devons être bien conscients que cette violence meurtrière appelle une réplique vigoureuse en matière de sécurité. Nous devons être réalistes et sans

aucune illusion quant aux menaces auxquelles nous avons à faire face». Plus prosaïquement, Cameron a expliqué que le rôle de son pays est de soutenir les gouvernements de la région dans leur détermination à combattre la menace terroriste, comme le font bon nombre d'entre eux et à grands frais.

David Cameron n'a pas fait mystère de sa volonté de coopérer avec le gouvernement algérien. Dans la même intervention devant les parlementaires de son pays, Cameron a fait savoir que les Britanniques allaient faire participer leurs capacités en matière de renseignement et de contre-terrorisme aux démarches internationales.

On ne sait cependant pas comment cette participation se déclinera pratiquement au plan bilatéral. Tout ce que l'on sait, c'est que les Britanniques désirent prendre part activement au démantèle-

ment du réseau qui a préparé l'attaque d'In Aménas. Ce qui place, donc, l'action au cœur de la région du Sahel, notamment au Mali où les forces françaises sont déjà à pied d'œuvre.

D'ailleurs, David Cameron évoquera avec ses interlocuteurs algériens la question du Mali. Mais avant de déborder sur le Mali, où une guerre soutenue par la Grande-Bretagne a présentement lieu, entre Cameron et ses vis-à-vis algériens, il sera question des investissements britanniques en Algérie, de leur sécurisation surtout. Au cœur de la problématique se trouve l'entreprise BP qui a subi l'attaque d'In Aménas.

Une attaque qui s'est soldée par la mort de 38 personnes et l'élimination de 29 terroristes et la capture de 3 autres. Trois ressortissants britanniques sont morts lors de l'attaque et de la prise d'otages.

S. A. I.

À LA VEILLE DU PROCÈS DES 24 PRISONNIERS
POLITIQUES SAHRAOIS

Le monde dira-t-il stop à Rabat ?

C'est un cri de détresse, un appel au secours qui a été lancé hier à partir d'Alger, à l'adresse de la communauté internationale pour dire halte au tribunal militaire marocain de Rabat où comparaîtront ce 1^{er} février 2013, les 24 prisonniers politiques sahraouis.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - C'est parce qu'ils ont osé manifester pacifiquement pour la libération de leur territoire que ces 24 sahraouis ont été arrêtés par les forces marocaines qui lançaient en novembre 2010, un assaut sur le camp de Gdeim-Izik,

près de la ville occupée d'El Ayoune.

Depuis, 27 mois sont passés et ces 24 militants politiques de la cause sahraouie sont emprisonnés dans des conditions inhumaines.

C'est à l'initiative du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, le groupe parlementaire de fraternité Algérie-RASD et l'APC d'Alger-centre, qu'une délégation du Front Polisario et des élus sahraouis conduite par le wali d'El Ayoune, Hama Mohamed Salem Kouri, a pris part hier à Alger, à une rencontre de soutien et de solidarité aux 24 prisonniers politiques qui comparaîtront ce 1^{er} février au tribunal militaire de Rabat.

«Nous sommes venus lancer un cri de détresse à l'égard de la communauté internationale pour appeler à la libération inconditionnelle des détenus politiques sahraouis de Gdeim-Izik et pour dénoncer la poursuite de la politique d'arrogance, d'intransigeance et d'entêtement du Maroc à vouloir perpétuer le statut quo colonial au Sahara occidental et à s'employer, par tous les moyens, à dénier la communauté internationale et l'ONU», a clamé Hama Mohamed Salem Kouri.

Le monde sera-t-il assez sourd pour ne pas entendre l'écho d'une telle détresse humaine ? Le vendredi 1^{er} février 2013 en apportera la réponse.

M. M.